



**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE
LA SANTÉ ET DE LA
SOLIDARITÉ**

**DIRECTION DES FINANCES, DES ACHATS ET DES SERVICES (DFAS)
SERVICES DES PATRIMOINES**

**ADRESSE POSTALE
14, AVENUE DUQUESNE
75350 PARIS 07 SP**

MARCHE PUBLIC

**Prestations de retranscription de réunions sous forme de compte-rendu, de
synthèse, de relevé de décision et/ou d'indexation (prise de note/audiotypie) pour
le compte des ministères sociaux**

**Passé selon une procédure formalisée
en application des articles L. 2124-1 et R. 2124-2 1°
du Code de la commande publique**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
PRA006354**

SOMMAIRE

<i>ARTICLE 1 – ACHETEUR</i>	4
<i>ARTICLE 2 – OBJET ET CONTEXTE DU MARCHE</i>	4
2.1 Objet	4
2.2 Lieu d'exécution	4
<i>ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE</i>	5
3.1 Forme et étendue de l'accord-cadre	5
3.2 Durée	5
3.3 Prestations similaires.....	5
<i>ARTICLE 4 – DOCUMENTS DU MARCHE</i>	6
<i>ARTICLE 5 – REPRESENTATION DES PARTIES</i>	7
5.1 – Représentation de l'acheteur	7
5.2 – Représentation du titulaire	7
<i>ARTICLE 6 – MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS</i>	7
<i>ARTICLE 7 – MODALITES DE VERIFICATION ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS</i>	7
<i>ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER</i>	8
8.1 Contenu des prix	8
8.2 Avances.....	8
8.3 Répartition des paiements	9
8.4 Intérêts moratoires.....	9
8.5 Modalités de paiement.....	10
<i>ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN</i>	13
<i>ARTICLE 10 – STATUT ET REMPLACEMENT D'UN OU DES INTERVENANTS</i>	15
10.1 Statut des intervenants.....	15
10.2 Modalités de remplacement des intervenants	15
<i>ARTICLE 11 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES</i>	16
<i>ARTICLE 12 – CONSIDERATIONS SOCIALES</i>	17
<i>ARTICLE 13 – SITUATION SOCIALE ET FISCALE</i>	22
<i>ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</i>	22
14.1 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD).....	22
14.2 Autres obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur	23
<i>ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE</i>	26
<i>ARTICLE 16 – ASSURANCE</i>	26
<i>ARTICLE 17 – PENALITES</i>	27
17.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations	27
17.2 Pénalités liées aux manquements à la protection des données à caractère personnel	28
17.3 Pénalités pour non-respect de la clause sociale.....	28

<i>ARTICLE 18 – RESILIATION</i>	28
<i>ARTICLE 19 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</i>	29
<i>ARTICLE 20 – LITIGES ET CONTENTIEUX</i>	29
<i>ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS</i>	29

ARTICLE 1 – ACHETEUR

Ministère de la Santé et de l'Accès aux soins
Ministère des Solidarités, de l'Autonomie et de l'Egalité entre les femmes et les hommes
Ministère du Travail et de l'Emploi
Dénommés les Ministères Sociaux, sis 14 avenue Duquesne, 75007 PARIS,
Représenté par la Direction des finances, des achats et des services
Services des patrimoines

ARTICLE 2 – OBJET ET CONTEXTE DU MARCHE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de retranscription de réunions sous forme de compte-rendu, de synthèse, de relevé de décisions et/ou d'indexation pour le compte des ministères sociaux.

Les prestations s'effectuent à partir de prises de notes du titulaire pendant les réunions :

- En présentiel (prise de note ou sténotypie),
- A partir d'un enregistrement audio ou audiovisuel transmis par l'administration (audiotypie),
- A partir d'une visioconférence (prise de note ou sténotypie).

2.2 Lieu d'exécution

Les prestations entrant dans le cadre du présent accord-cadre peuvent s'effectuer dans tous les locaux de l'administration centrale des ministères sociaux situés en Ile-de-France, dont principalement les sites suivants :

- Site Duquesne : 14, avenue Duquesne – 75007 PARIS ;
- Site Grenelle : 127 rue de Grenelle – 75007 PARIS (à compter de mai 2027 à titre indicatif) ;
- Site Olivier De Serre : 78 rue Olivier de Serres - 75015 PARIS ;
- Site High Line : 8, rue François Ory - 92120 MONTROUGE ;
- Site du 55 rue Saint-Dominique 75007 PARIS (jusqu'en mai 2027 à titre indicatif) ;
- Site de l'ARS Ile de France - 13 rue du Landy – 93200 Saint-Denis.

L'adresse précise des prestations est communiquée au titulaire dans le bon de travail puis confirmée dans le bon de commande.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est à prix unitaires et s'exécute par émission de bons de commande.

Les montants minimum et maximum par lot, sur la durée totale de l'accord-cadre, sont les suivants :

Montant mini € HT / 4 ans	Montant maxi € HT / 4 ans	Montant estimé € HT / 4 ans
0 €	4 000 000 €	1 335 000 €

Les montants précisés ci-dessus sont fixés pour toute la durée de l'accord-cadre (reconduction comprises).
Cet accord-cadre est mono-attributaire.

A titre indicatif et non contractuel, les montants annuels estimés sont les suivants :

Année 1 (€ HT)	Année 2 (€ HT)	Année 3 (€ HT)	Année 4 (€ HT)	Total (€ HT)
333 750€ HT	333 750 € HT	333 750 € HT	333 750 € HT	1 335 000 € HT

3.2 Durée

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification, pour une durée ferme initiale de 12 mois, reconductible tacitement 3 fois 12 mois. La durée totale reconductions comprises, n'excédera pas 48 mois.

En cas de non-reconduction, le titulaire de l'accord-cadre est informé au plus tard 3 mois avant l'échéance. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

3.3 Prestations similaires

En application de l'article de l'article R. 2122-7 du Code, un ou des accord-cadre(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence peut/peuvent être passé(s) avec le titulaire pour des prestations similaires, si cela s'avère nécessaire.

Cet(s) nouveau(x) accord-cadre(s) aura/auront pour objet des prestations similaires à celles confiées au titulaire dans l'accord-cadre principal.

Cet(s) accord-cadre(s) doit/doivent être conclu(s) dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre et ne peut/peuvent bouleverser son économie.

3.4 Convention de groupement avec l'ARS

Dans le cadre du présent accord-cadre, une convention de groupement a été signée avec l'Agence Régionale de Santé (ARS). Cette convention a pour objectif la mutualisation des achats pour optimiser les ressources et harmoniser les prestations fournies.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS DU MARCHE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire, constituée par le cadre de réponse technique (CRT).
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Toute clause ou spécification particulière, mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci est réputée non écrite. Sont particulièrement visées les conditions générales ou particulières de vente ou d'achat du titulaire ainsi que le délai de validité des propositions.

ARTICLE 5 – REPRESENTATION DES PARTIES

5.1 Représentation de l'acheteur

En application de l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

5.2 Représentation du titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les profils communiqués concernant les membres de l'équipe technique, pédagogique et administratives sont distincts de la personne habilitée à représenter le titulaire.

Le titulaire s'engage à informer dans ~~un délai de 48h~~, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

ARTICLE 6 – MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS

Une réunion de démarrage du de cet accord-cadre est organisée par l'administration avec le représentant du titulaire **dans la semaine suivante la notification de l'accord-cadre.**

Le titulaire doit y être obligatoirement représenté.

ARTICLE 7 – MODALITES DE VERIFICATION ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS

L'ensemble des opérations liées à la constatation de l'exécution des prestations sont effectuées selon les modalités décrites au chapitre 5 du CCAP-FCS.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS, des observations pourront faire suite à des contrôles exécutés par le pouvoir adjudicateur ou toute personne dûment habilitée par le pouvoir adjudicateur. Ces contrôles pourront s'exécuter à tout instant et en tout lieu permettant de vérifier la réalisation des prestations du titulaire. Ces contrôles ne peuvent pas conduire à une facturation de la part du titulaire.

ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER

Le présent accord-cadre est à prix unitaires.

8.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices ;
- la cession exclusive des droits de propriété intellectuelle des livrables issus de l'exécution de l'accord-cadre ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Ceux-ci sont établis aux conditions économiques du mois de la date de remise des offres, mois M0.

Ceux-ci sont fermes pendant 12 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, puis révisables à la date d'anniversaire de l'accord-cadre, tous les ans.

Ils ne sont pas actualisables.

8.2 Avances

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5%.

Lorsque l'accord-cadre exécuté par bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande conformes aux dispositions de l'article R2191-16 du code de la commande publique.

Le titulaire peut renoncer à cette avance en le précisant dans l'acte d'engagement.

Si le titulaire du présent accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise (mentionnées à l'article R.2151-13 du code de la commande publique), le taux de l'avance versé sera porté à 30% comme le prévoit l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont précisées aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

8.3 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois.

S'il en fait la demande, ce délai peut être ramené à 1 mois lorsque le titulaire de l'accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise (au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003).

Cette périodicité peut être ramenée à un mois à la demande du titulaire.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Les prestations à bons de commande seront payées après service fait, à la réception du procès-verbal d'admission, sauf mention contraire, et à la réception d'une facture conforme aux dispositions du présent CCAP.

Chaque membre du groupement de commandes est habilité à passer les bons de commandes relatifs à ses propres besoins, et paiera les factures afférentes.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution peuvent donner lieu au versement d'un ou de plusieurs acomptes. Le montant de chaque acompte doit correspondre à des prestations effectivement réalisées et réceptionnées. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

8.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

8.5 Modalités de paiement

L'administration procèdera au paiement après réalisation d'un contrôle de service fait sur la base d'un état des prestations livrées faisant l'objet d'une validation conjointe du titulaire de l'accord-cadre et de l'acheteur.

8.5.1 Modalités de facturation

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

L'ordonnateur est le Service des patrimoines – 14 avenue Duquesne, 75007 Paris

Le titulaire établira sa facture en fonction du montant du bon de commande et correspondant aux prestations réalisées. Celle-ci devra faire référence au présent accord-cadre.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (nom et adresse) et du destinataire de la facture ;
- Le nom et adresse du créancier ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal du créancier ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- La référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro et la date de l'accord-cadre ;
- Le numéro de facture ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le mois au titre duquel les prestations sont effectuées ;
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix forfaitaire hors taxe de la prestation réalisée ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture correspond à un cas de non-conformité et entraîne son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci est retournée au titulaire qui doit la rendre conforme avant de la renvoyer selon les modalités énoncées ci-dessus.

Le délai légal de paiement est interrompu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme aux articles R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique.

8.5.2 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du code la commande publique notamment en application des articles L2192-1 à L2192-7 dudit code.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins :

- soit de déposer ses factures sur le portail ;
- soit de saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser au support Chorus Pro sur : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

Les factures sont établies en un seul original et doivent porter l'adresse suivante :

Ministère des solidarités et de la santé
SCBCM des Ministères sociaux
78/84 rue Olivier de Serres
75739 Paris cedex

Pour tout renseignement concernant le paiement, prendre contact avec le service facturier des ministères sociaux :

estelle.thiebaut@cbcm.social.gouv.fr
vy-dan.delpech@cbcm.social.gouv.fr
stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr

8.5.3 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.5.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

8.5.5 Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la révision des prix de prestations s'effectue selon la formule suivante dans le respect de l'indice fixé par le Syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études et de conseil (Syntec).

$$P1 = P0 \times (\text{Syn1} / \text{Syn0})$$

P1: Prix révisé ;

P0: Prix contractuel initial de l'offre du titulaire ;

Syn0: Indice Syntec connu à la date de remise des offres (valeur du mois de la remise des offres correspondant au mois M0) ;

Syn1 : Dernière révision de l'indice Syntec publié à la date anniversaire de l'accord-cadre (dernière valeur connue et publiée).

Les prix ainsi obtenus sont applicables à compter du 1er jour suivant la date anniversaire de l'accord-cadre et fermes pour un an, ceci jusqu'à la fin de la durée de l'accord-cadre. Ils n'ont pas à être constatés par avenant.

Le titulaire, en dehors de cette révision de prix ne pourra en aucun cas modifier le prix de ces prestations sauf accord dérogatoire avec l'administration.

Le calcul de la révision de prix incombe à l'administration qui doit, le moment venu, calculer la révision applicable et fournir au titulaire les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul. L'administration rédige à l'attention du titulaire un courrier précisant les modalités de calcul, avec le détail des valeurs retenues, des nouveaux prix de l'accord-cadre. Elle joint à son envoi un nouveau bordereau de prix unitaires.

Le titulaire dispose de trente jours à compter de la réception du courrier pour accepter les prix révisés, ou demander des modifications. En revanche, passé ce délai, et sans réponse de la part du titulaire, les prix révisés sont réputés être acceptés.

Les prix révisés ne s'appliqueront que sur les bons de commande notifiés après la date de révision de la période en cours.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN

Les modifications de l'accord-cadre rendant obligatoire la conclusion d'un avenant :

- Lorsque le titulaire est susceptible de proposer, en cours d'exécution, une amélioration technique ou fonctionnelle des prestations à assurer ou qui n'étaient pas prévus lors de la remise initiale de son offre, sans toutefois que l'objet du contrat et les besoins à assurer pour le compte du pouvoir adjudicateur n'emportent modification. Ces propositions d'amélioration ou d'innovation doivent entrer dans le cadre de l'objet du présent accord-cadre, et n'emportent aucune incidence financière ;
- Lorsque le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent accord-cadre une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. La cession du présent accord-cadre sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur est interdite ;
- Lorsque l'accord-cadre doit être transféré à un nouveau titulaire en raison de l'évolution de son activité économique (cession d'activité à un nouvel opérateur économique ou en cas de défaillance du titulaire rendant nécessaire la reprise du contrat par un autre opérateur économique) ;
- Lorsque le lieu d'exécution de l'accord-cadre est concerné par des modifications physiques des locaux ou d'un déménagement.

Les modifications de l'accord-cadre ne rendant pas obligatoire la conclusion d'un avenant :

Les changements de réglementation qui s'imposent au pouvoir adjudicateur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Sont notamment concernés :

- Les changements d'indice de révision des prix ;
- L'évolution de la fiscalité ;
- L'évolution des normes applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.
- Les modifications n'emportant pas de changement de la situation juridique de l'entreprise. Il s'agit des modifications suivantes :
 - Modification du siège social ;
 - Modification du compte bancaire ;
 - Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société ;
 - Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés, la modification est actée par une décision du pouvoir adjudicateur par un certificat administratif.

ARTICLE 10 – STATUT ET REMPLACEMENT D'UN OU DES INTERVENANTS

10.1 Statut des intervenants

L'équipe affectée à l'exécution des prestations par le titulaire relève de la seule autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci. L'acheteur ne peut donner des ordres directement au personnel du titulaire ; toute demande doit transiter par le correspondant permanent du titulaire.

Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'acheteur, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

10.2 Modalités de remplacement des intervenants

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, en cas de changement d'un ou des intervenants dont le profil est mentionné dans sa réponse, le titulaire doit en avertir sans délai l'acheteur, par lettre recommandée avec avis de réception, et lui présenter le profil du nouvel intervenant (curriculum vitae) dans un délai de sept jours ouvrés maximums à compter de la date d'indisponibilité de l'intervenant en cause.

Le personnel intervenant en remplacement dispose d'un niveau de connaissance de l'environnement de l'acheteur identique ou supérieur au personnel intervenant habituellement, et cela qu'il s'agisse de remplacements planifiés (congrés) ou de remplacement non planifiés (incapacité de travail).

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la lettre recommandée mentionnée ci-dessus.

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les échéances inscrites au calendrier et la date de référence servant au calcul des pénalités.

L'acheteur ne peut récuser le remplaçant que pour non-conformité au profil initialement proposé et accepté. En cas de récusation, le titulaire dispose à nouveau de sept jours ouvrés à compter de la réception de la décision de la récusation, pour désigner un autre remplaçant et en informer l'acheteur.

Cette procédure de remplacement n'est pas applicable en cas de survenance d'un événement de force majeure, c'est à dire un événement imprévisible, irrésistible et extérieur aux parties.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations des remplaçants par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de son plan de transformation écologique, l'administration ~~se~~^{souhaite} sollicite des prestations et des articles caractérisés par une haute qualité environnementale.

Le titulaire doit pour la réalisation des prestations privilégier les actions en faveur de l'environnement :

Il doit notamment favoriser :

- L'utilisation de logiciels et de matériel informatique à faible consommation électrique,
- Une démarche d'économie circulaire (réemploi, recyclage, ou valorisation de matériaux) en utilisant du matériel informatique reconditionné, qui intègrent des matériaux recyclés ou recyclables et/ ou conçu dans un objectif de durabilité (appareils facilement démontables, réparables, pièces détachées accessibles...),
- Le partage du matériel au sein de l'entreprise,

Il doit privilégier la dématérialisation des échanges, l'optimisation des impressions et une gestion des mails et des archives électroniques qui limite la surconsommation liée au stockage des données.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format pdf ou équivalent) et sur des supports en papier recyclé ou ecolabellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

Le candidat doit avoir une organisation logistique qui permet de limiter les transports et la consommation d'énergie qu'induit la réalisation des prestations.

Il doit veiller à limiter l'impact des transports des intervenants sur l'environnement en favorisant notamment :

- L'utilisation des transports en commun,
- Les modes de transports les plus respectueux de l'environnement (véhicules à faibles émissions, aux normes EURO, modes de transports doux ou alternatifs à la route),

A ce titre, le titulaire indique dans son offre toutes les actions et innovations en faveur de l'environnement prises dans le cadre de cet accord-cadre.

ARTICLE 12 – CONSIDERATIONS SOCIALES

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent accord-cadre une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au présent accord-cadre.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion minimale à réaliser pour les 3 premières années d'exécution	Nombre d'heures d'insertion minimale à réaliser par année de reconduction
1200 heures	400 heures

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution de cet accord-cadre. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante de cet accord-cadre, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin de cet accord-cadre).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée de cet accord-cadre. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet de cet accord-cadre à une entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse MABIALA
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
alphonse.mabiala@epec.paris
07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité de cet accord-cadre ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification de cet accord-cadre.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (caroline.fraile@sg.social.gouv.fr) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris
en copie
alphonse.mabiala@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera

avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue de cet accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **56 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de

rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 13 – SITUATION SOCIALE ET FISCALE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
 - À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
 - À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
 - À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

14.1 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire de l'accord-cadre public s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet du présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans le CCTP du présent accord-cadre. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
- Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

14.2 Autres obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

14.2.1 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates de l'accord-cadre

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

14.2.2 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

☒ Option B :

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

14.2.3 Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel immédiatement après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par courrier électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans le délai maximum des 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques :

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et

les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

14.2.4 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- A la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- A la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

14.2.5 Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.2.6 Devenir des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

☒ Détruire toutes les données à caractère personnel ;

14.2.7 Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

14.2.8 Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.2.9 Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 16 – ASSURANCE

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 17 – PENALITES

Les pénalités sont applicables de plein droit et ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités sera déduit de la facture des prestations du mois suivant celui au cours duquel la mauvaise exécution aura été constatée. La TVA ne s'applique pas sur les pénalités.

17.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire de l'accord-cadre encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités suivantes :

Type de pénalités	Modalités/montant des pénalités
Retard sur les délais rendus / livrables (article III-4 du CCTP)	100 € HT / jour ouvré de retard
Retard pour présentation aux réunions (article III-3.1 du CCTP)	30 € HT / heure de retard <i>10€ par ¼ d'heure de retard à compter des date et heure de début prévues. Au-delà de 1h30 de retard, l'intervenant est réputé absent</i>
Non présentation aux réunions (article III-3.1 du CCTP)	200 euros HT
Empêchement prévisible ou imprévisible du personnel prévu (article III-2.6 du CCTP)	En cas de non-proposition d'un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires, et si aucune solution de remplacement n'est possible, le titulaire encourt une pénalité de 300 € HT par constat.
Pénalités liées au rejet d'une prestation (article III-2.6 du CCTP)	En cas de rejet d'une prestation, l'administration appliquera une pénalité de 200 € HT par rejet
Désignation d'un interlocuteur privilégié (article IV -1 du CCTP)	En cas de non-respect de désignation d'un interlocuteur privilégié et d'un suppléant ainsi qu'en cas de changement d'interlocuteur, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par constat
Absence d'un représentant aux réunions (article IV – 2 et 3 du CCTP)	En cas d'absence aux réunions organisées par l'administration pour le suivi d'exécution du présent accord-cadre, par le représentant du titulaire, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par constat, à la suite du délai fixé dans la mise en demeure. Celle-ci sera envoyée sur la plateforme PLACE.
Absence de transmission d'un rapport d'activité (article IV – 4 du CCTP)	En cas de non-transmission dans le délai imparti du bilan annuel, le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par semaine de retard, à la suite du délai fixé dans la mise en demeure. Celle-ci sera envoyée sur la plateforme PLACE.

Pénalités pour dysfonctionnement dans les modalités de facturation	L'administration se réserve le droit à la suite de dysfonctionnement répétés dans le processus de facturation, de notifier le titulaire d'une pénalité de 15 € HT par manquement constaté dans la gestion administrative du circuit de commande
--------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

En cas de manquement, l'administration se réserve le droit de faire exécuter ces prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire. L'exécution aux frais et risques du titulaire, prévue à l'article 20 du présent CCAP, et la fixation de pénalités ne peuvent être appliquées simultanément, au même manquement.

17.2 Pénalités liées aux manquements à la protection des données à caractère personnel

Pénalités de retard : En cas de dépassement du délai de notification des violations de données à caractère personnel, le titulaire encourt et sans mise en demeure préalable, des pénalités s'élevant à 200 € par heure de retard.

Pénalités pour sanctionner le non-respect des obligations prévues à l'article 9.3 du CCAP relatives au traitement des données à caractère personnel : 5 000 € HT.

17.3 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 100 € HT par jour ouvré de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 18 – RESILIATION

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Au-delà des cas prévus au CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence ;
- Pour inexactitude des renseignements communiqués. L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités ;
- Pour manquement grave et répété à l'engagement d'insertion.

ARTICLE 19 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG-PI de référence. L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

ARTICLE 20 – LITIGES ET CONTENTIEUX

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges nés de l'exécution de l'accord-cadre par une procédure amiable.

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG-FCS.

La loi française est seule applicable.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre sera soumis au Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles du présent CCAP dérogeant aux articles du CCAG-FCS sont les suivants :

Articles CCAP	Articles CCAG-FCS
7	27
8.5.5	10.2.4
10.2	3.4.3
17.1	14.1